

Céline LAMBERT
Philippe SCHEPENS
Laseldi, Université de Franche-Comté

Présentation

L'analyse du discours, avant même de supposer des méthodologies linguistiques, se rallie au projet de philosophie critique dont les Lumières ont été les premiers artisans, et que Canguilhem, Foucault et quelques autres après eux ou avec eux ont renouvelé si brillamment depuis les années 70. C'est cette filiation que nous revendiquons et cette veine de travail que nous avons voulu creuser : remettre sur le métier l'examen du concept d'idéologie ; analyser des éléments sectoriels de l'idéologie (néo)libérale tels qu'ils se déploient dans le contexte tendu des affrontements sociaux d'aujourd'hui. L'originalité de ce travail réside dans le choix pluridisciplinaire fait initialement : nombre de chercheurs en sciences humaines se sont emparé pour leur propre compte du concept et le font jouer avec une réelle spécificité, chacun dans sa discipline propre. Nous avons voulu les réunir sous un même toit. On trouvera ici les travaux d'un sociologue, d'un psychanalyste, d'une historienne, d'une spécialiste en sciences politiques et de plusieurs linguistes. On jugera si le pari initial a été gagné. Nous pensons en tout cas que les études réunies ici, non seulement s'enrichissent les unes les autres des échos que leur mise en relation produit, mais font apparaître grâce à la diversité des points de vue et des objets analysés, la multi-compositionnalité de la notion.

L'idéologie théorisée. Le déport anthropologique du néo-libéralisme

Le premier exposé, même s'il est le fait d'un linguiste (Philippe Schepens), cherche à comprendre comment la philosophie politique d'aujourd'hui reprend à l'élaboration marxiste initiale le concept d'idéologie et le renouvelle profondément, non sans une discussion de fond des positions althussériennes. Deux auteurs issus du courant phénoménologique contemporain ont été mis à contribution : le français Paul Ricœur et l'allemand Axel Honneth. À partir du premier, on comprend les difficultés théoriques que le concept suppose. Appelé initialement pour comprendre le discours religieux comme représentation inversée du réel, on voit comment la démarche produit dans les textes marxistes eux-mêmes, puis dans l'ensemble du courant marxiste, une extension continue du concept jusqu'au point limite où Althusser le conduit : l'idéologie devient un ensemble de représentations qui marquent le rapport fatalement imaginaire du sujet

humain au réel. Avant Althusser, Mannheim avait lui aussi remarqué le paradoxe que la notion suppose : « si tout ce que nous disons est biaisé, si tout ce que nous disons représente des intérêts que nous ne connaissons pas, comment avoir une théorie de l'idéologie qui ne soit pas elle-même idéologique ? (Ricœur, 1997 : 26) ». Ricœur suggère alors de retourner à l'intuition et à l'opposition premières qu'on trouve dans le jeune Marx : celui-ci n'oppose pas l'idéologie et la science mais l'idéologie et la *praxis*, ce qui permet de faire de « l'imagination du social », non pas et en permanence une représentation biaisée ou aliénée du réel, mais bien la contrepartie même des antagonismes sociaux, et la position finalement (l'utopie) à partir de laquelle imaginer (de manière créative cette fois) des alternatives à l'ordre social existant.

La puissante originalité du penseur allemand Axel Honneth consiste à explorer comment les sujets humains, compte tenu du rôle psychique et social fondamental que joue le besoin de reconnaissance, peuvent être l'objet d'une aliénation qui suppose de prendre pour argent comptant un récit de fausse reconnaissance issu de la sphère du pouvoir. C'est ce récit falsifié qu'Honneth appelle une idéologie, et qu'il nous apprend à reconnaître dans l'espace social où il se déploie. Le déplacement est considérable : ce n'est plus vraiment le réel qui est l'objet d'une représentation déformée et trompeuse, mais une « faille psychologique, inscrite au sein de chaque sujet humain, et qu'un pouvoir peut exploiter (Schepens) » cyniquement.

La seconde contribution du volume est celle du sociologue, Alain Bihr. Celui-ci extrait des textes marxistes qu'il connaît admirablement, l'ensemble des éléments qui permettent de construire une définition tout à la fois synthétique et détaillée du concept, alors même qu'une telle définition n'existe pas en tant que telle dans le corpus marxiste. Dans ce cadre, il insiste notamment sur le caractère de cohérence, d'ampleur, voire de totalité que le noyau discursif de l'idéologie doit posséder, en même temps que sur son caractère matriciel, souple, capable de s'adapter aux changements du monde. Le texte idéologique peut être sectoriel, il doit cependant avoir un caractère englobant. Il doit surtout se doubler d'un programme d'action « selon le cas politique, moral, éthique, pédagogique, etc., ou tout cela à la fois », et se faire enfin « apologétique », justifier, idéaliser une situation ou des intérêts de classe ; trois « moments » qu'Alain Bihr distingue et articule avec une grande netteté. Alain Bihr revient également sur la problématique althussérienne, en remarquant qu'on ne peut opposer point contrepoint la science et l'idéologie : « Toute idéologie mêle (...) des éléments de connaissance (...) avec des erreurs, des éléments d'illusion et même quelquefois des mensonges purs et simples (...). Quant à la science, elle n'est pas non plus toujours indemne d'idéologies, dont un certain scientisme

est la plus courante ». À la suite de cet effort définitoire, le sociologue décrit la cohérence atteinte par la « vision (néo)-libérale du monde ». Il est ici frappant de voir la convergence des analyses du psychanalyste Roland Gori avec celle du sociologue, chacun des deux détaillant le déport anthropologique auquel conduit le néo-libéralisme lorsqu'il essentialise la notion d'individu sur laquelle il s'est historiquement construit, dans une logique poussée à un point tel qu'il en vient même à nier tous les concepts qui supposent une société, et produisant de cette manière un effet de novlangue sidérant, non tant par les concepts qu'il bâtit que par ceux qu'il évacue.

Nous ne réussons pas à rendre compte de manière pleinement ordonné de la contribution du psychanalyste Roland Gori, dont nous venons de parler, parce que celle-ci se présente sous la forme d'un entretien entre Philippe Schepens et lui-même, entretien qui passe en revue forcément de manière allusive près de 40 ans de publications et de combats. Mais c'est bien la liaison entre ces deux derniers termes qu'on veut souligner dans cette introduction : Roland Gori, initiateur de L'Appel des appels, se bat pour faire entendre ce que l'idéologie néo-libérale écrase du statut humain, notamment dans l'arsenal législatif qu'il met en oeuvre en médecine, en psychiatrie, à l'école, etc., en matière de surveillance, de punition, de normalisation, d'encadrement, etc. Il réfléchit notamment et tout particulièrement, pensons-nous, *sur le statut de l'un et du multiple dans la société industrielle et financière*, passant en revue toutes les atteintes à l'humanité du sujet que l'instrumentalisation, la rationalisation, la série, la norme, l'objectivation, « l'expertise », « l'évaluation », supposent dans l'idéologie productiviste d'aujourd'hui. Il explore ainsi le « rationalisme morbide » de l'idéologie néo-libérale, son caractère réifiant, les « dispositifs de servitude volontaire » mis en place par le pouvoir à travers les pratiques naturalistes issues de la sphère médicale, et à l'arrière-plan de sa réflexion, les pseudo-sciences qui conduisent à « nous représenter nous-même comme animal, comme “exemplaire de l'espèce”, hypostase de la pensée scientifique de Mengele ». En contrepoint, il rappelle que son combat politique se lie profondément à sa pratique de la psychanalyse lorsqu'il soutient qu'elle est d'abord cette doctrine susceptible de ne pas faire obstacle au transfert et à la prise en compte du singulier. Le travail de Roland Gori est puissant et suggestif, et cet entretien en appelle, dans le fond, à l'ensemble de son travail d'écriture, que nous avons dès lors décidé de référencer en notes de bas de page.

Des concepts politico-idéologiques : famille, nation, démocratie et développement

Trois contributions analysent comment le discours idéologique développe sa vision du monde par l'investissement particulier qu'il fait de certains concepts. Claire Blandin, historienne, montre comment la droite a investi celui de *famille*. Sa contribution part du fait que la droite récuse la notion d'idéologie tout en développant, à l'égard de la famille, « un discours normatif » qui lui permet l'adossement de projets et d'actions « à un ensemble de valeurs ». Cette représentation de la famille a une double fonction de rassemblement doctrinal et de combat contre la gauche, et ceci depuis les premiers moments de sa formation comme classe politique hégémonique. Ce qui nous a paru tout particulièrement intéressant dans cette mise à jour, c'est la désignation des *auteurs doctrinaux* qui se succèdent tout au long du XIX^e siècle : Joseph de Maistre, Louis de Bonald, Fustel de Coulanges, Frédéric Le Play, le père Félix, Charles Maurras, Benjamin Constant, Tocqueville, etc., inscrivant ainsi dans l'histoire une matérialité discursive (une formation discursive) à laquelle chacun peut se référer et se repérer. Ce sont ces intellectuels qui assurent, comme le définissait Alain Bihl, la cohérence, l'ampleur, les capacités de renouvellement ou d'évolution de la matrice idéologique. Ce sont aussi les auteurs littéraires qui construisent les mondes littéraires à travers lesquels se pense le sens du présent. Claire Blandin énumère les éléments doctrinaux qui sont les enjeux des combats politiques entre droite et gauche : mariage religieux, refus du divorce, autorité du père, statut juridique de mineur pour la femme, la question des enfants naturels, de l'héritage, etc. Puis elle analyse ce moment rhétorique où l'idéologie de la famille a pu devenir majoritaire dans le champ politique, manifestant ainsi son efficacité, en faisant accepter à la gauche l'idée d'une dénatalité consécutive aux carnages de la 1^{ère} guerre mondiale. Celle-ci accepte alors de partager avec la droite dans une union nationale douteuse, une idéologie familialiste traditionaliste, si bien que lors de la seconde guerre mondiale, « la politique mise en place par le régime de Vichy n'apparaît pas comme une rupture, la famille étant l'objet d'un consensus politique ». La riche contribution de Claire Blandin montre ensuite comment l'idéologie pétainiste se diffuse à travers tout un *matériel rhétorique* : les slogans (Travail, Famille, Patrie), les tracts, les campagnes de propagande du régime, comment elle mobilise « la nation » à travers des canaux politiques dont on oublie constamment de signaler, là encore, la matérialité : l'école, les mouvements de jeunesse, les organisations religieuses, l'inscription jusque dans le calendrier de « fêtes » idéologiques qui étayaient l'imaginaire, et permettent à chacun d'y adhérer. Claire Blandin interroge enfin la manière dont la droite française à travers

certaines de ses figures nationales les plus actuelles (de Claude Imbert à Jean-François Copé, de Bernadette Chirac à Carla Bruni-Sarkozy, de La Croix à Valeurs actuelles) tente aujourd'hui même de renouer le fil de sa doctrine, mise à mal par le mouvement des femmes à partir de 68.

Céline Lambert, comme Claire Blandin, mais en tant que linguiste cette fois, étudie une seconde zone clef de l'idéologie libérale : le concept de *Nation*, et la rhétorique dont il est l'objet de manière permanente dans les colonnes des grands éditorialistes de la presse magazine de droite : L'express et le Point. Son corpus s'étend sur les deux ans qui voient rejeter par référendum le projet de constitution européenne en 2005, élire Nicolas Sarkozy aux présidentielles de 2007, et ce dernier instaurer un ministère de « l'immigration et de l'identité nationale ». Son premier constat tient sur le fait que le concept vaut pour son *ambiguïté*. Chacun de ceux qui l'utilisent le font pour la valeur de communion, de rassemblement sacré qu'il autorise : les rois au Moyen-âge qui veulent unifier politiquement des ensembles de plus en plus vastes, les révolutionnaires de 1789, les républicains du XIX^e, les régimes qui précèdent ou suivent la première guerre mondiale, mais tout aussi uniment les miliciens de la Révolution nationale autant que les maquisards de la Résistance, bien que tout les opposent.

Céline Lambert compare ensuite brièvement les notions concurrentes de *doxa* et d'idéologie, les unes ayant selon elle un fonctionnement local, les autres globales, avant de se porter vers l'analyse du mot *nation* dans les argumentaires des éditorialistes. Or il y a un élément de surprise qui surgit de cette analyse, c'est que le mot ne vaut pas pour sa valeur épideictique, mais comme argument central de justification d'une politique économique agressivement libérale et anti-sociale. Céline Lambert veut également montrer, et c'est fondamental, que l'idéologie n'est pas qu'un discours, mais que des acteurs sociaux repérables dans des positions sociales précises incarnent les positions et les combats idéologiques : ici les grands éditorialistes qui dirigent des rédactions d'une presse puissante, jouent les relais du pouvoir politique et économique avec lequel ils n'entretiennent pas seulement une relation de connivence mais de pleine appartenance. Enfin, le travail de Céline Lambert se porte vers l'analyse fine des figures par lesquelles l'idéologie naturalise son argumentaire libéral et le rend « invisible ».

« Où en est la démocratie en Afrique, 50 ans après les indépendances africaines ? » : c'est à partir de cet énoncé, proféré en toute bonne conscience sur les ondes de France Inter, et récemment, que Françoise Dufour, linguiste, dévoile un 3^e bloc idéologique. Celui-ci travaille d'autant plus sournoisement notre rapport au monde qu'il se cache derrière le concept politique de *démocratie* érigé en critère de disqualification.

Françoise Dufour remarque que le mot *démocratie* fonctionne dans l'espace discursif comme le liant d'un grand nombre de micro-discours que la notion empaquette comme un fond commun, comme *doxa* qui devient difficilement interrogeable. C'est cependant l'attention à ces micro-discours, leur remise à jour, leur désintringement et leur analyse qui permettra de repérer comment le mot-concept a pu servir à ériger une norme comme une hauteur depuis laquelle le regard compare et instruit un procès de mépris qui s'ignore lui-même. Elle remarque ensuite comment le consensus que le mot-discours *démocratie* a réussi à susciter devient le levier même d'une forme d'auto-alimentation permanente de sa légitimité : on n'y fait plus référence mais "déférence", constate-t-elle, empruntant le terme à Laurence Kaufmann (2006), mais repérant dans les marqueurs rhétoriques les plus fins comment les énoncés l'édifient comme telle. Françoise Dufour, en écoutant et analysant les éclats de voix qui consistent le champ idéologique qu'elle explore, finit par repérer comment le concept de « formation discursive » (Foucault, 1969) est susceptible de subsumer cette fragmentation. Ce concept qui a eu une telle importance dans l'histoire méthodologique et conceptuelle de l'analyse du discours, elle le ressaisit à neuf dans sa pratique d'analyse : une formation discursive se caractérise notamment, dit-elle, par « des pratiques discursives qui traversent les époques et les événements, donnant lieu à un mode d'agencement d'énoncés, à des régularités de formes, à des modalités de catégorisation et de recombinaison, à des contradictions spécifiques qui prennent valeur de règles (Dufour 2010 : 244) ». C'est d'ailleurs souvent la démarche de Françoise Dufour que de retrouver les intuitions premières qui ont présidé aux inventions conceptuelles initiales de l'analyse du discours et d'en renouveler la formulation, d'éclairer leurs champs d'application, et leurs valeurs méthodologiques¹. Françoise Dufour s'intéresse enfin à l'ensemble de ces marqueurs qui construisent non plus seulement la hauteur d'où le jugement de disqualification tombe, mais les places respectives qu'ils dessinent. Dans les environs du mot *démocratie* flotte d'ailleurs souvent celui de *développement*.

Les formes de perversion du débat public

En Suisse comme en France et plus généralement encore en Europe, des campagnes politiques haineuses sont activées par des acteurs politiques sans scrupule. À l'initiative de l'extrême droite suisse une votation interdisant la construction de minarets est victorieuse (novembre 2009), tandis qu'en

1. Voir ici même le compte rendu fait par Alpha Barry de l'ouvrage tout récent de Françoise Dufour : *De l'idéologie coloniale à celle du développement. Une analyse du discours France-Afrique*, L'Harmattan, 2010.

France le Président profère un discours de stigmatisation des roms (juillet 2010), sans que la presse sorte massivement des cadres par lesquels elle a accueilli la parole présidentielle jusque-là. Ces événements discursifs de grande ampleur mettent à mal les modes habituels d'analyse de la parole publique. Thierry Herman, pour sa part, interroge la théorie de l'argumentation. Dialoguant avec les travaux récents de Marc Angenot et d'Emmanuelle Danblon, il propose de reconsidérer le rôle de l'épidictique dans les débats publics, le « mortier pathémique » avec lequel les orateurs paralysent la pensée rationnelle, et qui témoigne d'une nouvelle habileté du sophiste, non pas celle de persuader mais celle de *rallier* par la maîtrise d'éléments doxiques. C'est pourquoi il analyse, non la dynamique argumentative de la campagne elle-même, mais les marques qui, dans les commentaires d'après campagne, une fois connu le déplaisant résultat, manifestent alors violemment les effets de camps, les fausses frontières, les sur-délimitations identitaires, les affirmations de fermeture à l'humanité et à la culture d'autrui, ce qu'il appelle une « rhétorique de positionnement ». Dans le cadre que Thierry Herman propose, l'idéologie n'est pas un discours qui vise la persuasion dans un échange dynamique, mais au contraire qui désagrège la pensée et produit sur les esprits des formes d'adhésion hargneuse à la fermeture identitaire qu'elle suggère. « L'idéologie ne s'argumente pas, constate Thierry Herman, elle se livre et elle appelle à s'y reconnaître ou non. »

Alain Rabatel s'intéresse à la manière dont la presse en France s'accommode avec délice du césarisme politique, et produit une pseudo critique politique qui agit comme discours de couverture. Il part du point fondamental qui anime sa réflexion, le fait que le monde appelle l'expression de points de vue, qui sont à la fois position d'où l'on voit et interprétation de ce que l'on voit, et dès lors argumentation. Or « ce qui est présenté comme une évidence ou une vérité n'a pas à être interrogé de façon critique mais doit au contraire être accepté comme le cadre intersubjectivement partagé des échanges à venir. » C'est par ce processus à la fois rhétorique et psychologique que passe, dit Rabatel, « la navette de la circulation idéologique des discours conformes ». Analysant finement deux articles, considérés comme des « cas », issus de la presse pourtant réputée « sérieuse » (Le Monde), il montre comment l'un et l'autre guident notre regard sur l'activité politique du Président en construisant *l'appareil* de ce regard en même temps que la *disparition* des voix qui l'élaborent. Murmure qui tisse la connivence, amusement détaché qui poétise un monde politique de surface en une petite comédie humaine, qui épingle les petits travers du Président pour en faire un homme comme nous, tout en *circonscrivant précisément la focale de ce regard*, c'est-à-dire en effaçant l'agonistique

sociale et les objets polémiques ou les acteurs sociaux qui l'animent. La critique disparaît sous le persiflage convenu, mais la réalité sociale s'enfuit également, participant à la déréalisation (idéologique) du monde et au refus d'en reconnaître les protagonistes. Alain Rabatel discute alors avec beaucoup d'érudition le concept de reconnaissance, d'origine hégélienne, et que précise Axel Honneth.

Corinne Gobin, enfin, analyse à partir des sciences politiques et avec un recul de plus de 25 ans, l'envahissement de l'espace politique (européen) par la langue technocratique. L'ancrage de cette chercheuse dans les pratiques d'analyse lexicométrique menées sur de vastes corpus lui donne l'occasion de comparer des tranches diachroniques prélevées sur des quotidiens de presse du XIX^e siècle ou des années 70 et de les comparer avec le discours politique d'aujourd'hui. Le constat initial réside alors dans le fait que « nous ne sommes plus dans un univers discursif de type contradictoire ». Et Corinne Gobin s'attache alors à montrer comment les gouvernements au pouvoirs en Europe ont pris en main l'organisation communicationnelle de masse et la diffusion hégémonique d'une pensée politique néo-libérale qui nie sa propre dimension politique et partidaire pour se prétendre purement technique et scientifique, et détruire ainsi le caractère dialectique du débat public entre les partis. La démonstration est faite pas à pas : disparition de certains organes de presse (par exemple Le Matin en Belgique), instauration d'une « pensée unique » (I. Ramonet) qui s'auto-confirme comme telle par l'exercice même du pouvoir, diffusion par les instances européennes de textes politiques qui ne sont ni saisis comme tels par les gouvernements, ni discutés comme tels par les acteurs politiques, mais qui sont imposés comme doctrine intangible *conjointement* par le réseaux poreux des organes de presse et des organes de pouvoir ; mise en scène de leur « vérité » en construisant la doctrine politique dans les termes de la technoscience. Le but étant de décourager les acteurs de l'espace public de travailler à une contre-argumentation à partir de laquelle authentiquement le débat politique ferait progresser la raison politique. Corinne Gobin revient ainsi sur la manière dont les réformes des régimes de retraite ont été imposés en Europe à partir de ces textes engluants, qui s'auto-légitiment sans cesse en naturalisant l'idée qu'aucune alternative ne peut être pensée, et en utilisant un vocabulaire extraordinairement normé et restreint, quels que soient les lieux de production de la doctrine experte. C'est ce qu'elle appellera avec M. Tournier et C. Pineira « la langue de bois », ou « la rhétorique de bois », et avec F-B. Huyghe « la langue de coton », cette dernière délivrant des doses d'endormissement « éthique » (les thèmes du capitalisme éthique et empathique) et dont elle nomme un à un les attributs, les figures rhétoriques et surtout les effets : l'engluement de

toute pensée alternative, le caractère hypnotique et endormant. Corinne Gobin dit son effroi devant l'extension de cette langue unique dans un espace européen qu'elle resitue avec vigueur comme empire, et comme empire totalisant.

Si désormais les approches des textes existantes dans l'analyse de discours contemporaine sont foisonnantes et permettent d'éclairer le fonctionnement de discours publics, ce n'est pas pour autant que ces études sont mises en perspective à l'aune de l'idéologie. Cette dernière, en effet, constitue un concept qui pour nombre de chercheurs « s'accorde mal avec les phénomènes de contradiction et d'intrication » (Charaudeau et Maingueneau, 2002 : 302) constitutifs du discours, sur lesquels insistent les analystes. Nous pensons pourtant que le poids et la réalité de son existence dans des espaces dont on nous assure souvent qu'ils en sont exempts, les espaces démocratiques, justifient la clarification du concept et son usage dans nos analyses.